UMS PATRIMOINE NATUREL
CENTRE D'EXPERTISE ET DE DONNÉES
AFB • CNRS • MNHN

# Bilan 2017-2018 des mises à jour de la base Natura 2000

Paul Rouveyrol, Lilian Léonard, Coline Chanet

Décembre 2018

# UNITE MIXTE DE SERVICE
# PATRIMOINE NATUREL

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

www.afbiodiversite.fr

www.cnrs.fr

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

www.mnhn.fr

Nom du Programme/Projet : Maintenance du réseau Natura 2000

Chef de projet : Paul Rouveyrol

Chargé(e) de mission : Lilian Léonard, Coline Chanet

Relecture : Katia Herard

Référence du rapport conseillé : ROUVEYROL P., LEONARD L., CHANET C., 2018 - *Bilan 2017-2018 des mises à jour de la base Natura 2000* – UMS PatriNat – AFB/CNRS/MNHN. 19 p.

## L'UMS Patrimoine naturel - PatriNat
Centre d'expertise et de données sur la nature

Depuis janvier 2017, l'Unité Mixte de Service 2006 Patrimoine naturel assure des missions d'expertise et de gestion des connaissances pour ses trois tutelles, que sont le Muséum national d'Histoire naturelle, l'Agence française pour la biodiversité et le CNRS.
Son objectif est de fournir une expertise fondée sur la collecte et l'analyse de données de la biodiversité et de la géodiversité, et sur la maitrise et l'apport de nouvelles connaissances en écologie, sciences de l'évolution et anthropologie. Cette expertise, fondée sur une approche scientifique, doit contribuer à faire émerger les questions et à proposer les réponses permettant d'améliorer les politiques publiques portant sur la biodiversité, la géodiversité et leurs relations avec les sociétés et les humains.

En savoir plus : patrinat.fr

Directeur : Jean-Philippe SIBLET
Directeur adjoint en charge du centre de données : Laurent PONCET
Directeur adjoint en charge des rapportages et de la valorisation : Julien TOUROULT

## Inventaire National du Patrimoine Naturel

Porté par l'UMS Patrimoine naturel, cet inventaire est l'aboutissement d'une démarche qui associe scientifiques, collectivités territoriales, naturalistes et associations de protection de la nature en vue d'établir une synthèse sur le patrimoine naturel en France. Les données fournies par les partenaires sont organisées, gérées, validées et diffusées par le MNHN. Ce système est un dispositif clé du SINP et de l'Observatoire National de la Biodiversité.
Afin de gérer cette importante source d'informations, le Muséum a construit une base de données permettant d'unifier les données à l'aide de référentiels taxonomiques, géographiques et administratifs. Il est ainsi possible d'accéder à des listes d'espèces par commune, par espace protégé ou par maille de 10x10 km. Grâce à ces systèmes de référence, il est possible de produire des synthèses, quelle que soit la source d'information.
Ce système d'information permet de consolider des informations qui étaient jusqu'à présent dispersées. Il concerne la métropole et l'outre-mer, aussi bien la partie terrestre que marine. C'est une contribution majeure pour la connaissance naturaliste, l'expertise, la recherche en macroécologie et l'élaboration de stratégies de conservation efficaces du patrimoine naturel.

En savoir plus : inpn.mnhn.fr

# Sommaire

1 Contexte et objet de la note ..... 1
2 Méthode d'analyse ..... 2
3 Rythme et volume des transmissions de FSD ..... 4
4 Incidence sur le niveau de complétude des FSD ..... 7
4.1 Niveau de renseignement des champs obligatoires ..... 7
4.2 Niveau de renseignement des champs créés en 2015 ..... 8
4.3 Niveau de renseignement des champs non obligatoires hors données écologiques ..... 9
5 Mises à jour des données écologiques des ZSC ..... 10
5.1 Bilan sur les données espèces ..... 10
5.2 Bilan sur les données habitats ..... 12
6 Mises à jour des données des ZPS ..... 15
6.1 Bilan sur les données espèces ..... 15
6.2 Bilan de l'utilisation de la base LPO OARZPS ..... 16
Conclusion ..... 18

# Table des figures

*Figure 1 : Organisation globale des différentes structures/institutions intervenant dans l'exercice 2016-2017 d'actualisation des FSD des ZPS. ..... 3*
*Figure 2 : Nombre de transmissions de FSD par année (en haut) et par envoi et type (en bas) ..... 4*
*Figure 3 : répartition des FSD par région selon leur date de dernière modification des données écologiques (modification des occurrences d'espèce set d'habitats, des effectifs, surface ou notes de conservation). Les « # » indiquent les régions dont les FSD ZPS n'ont pas été validés nationalement. ..... 5*
*Figure 4 : Répartition des sites par région selon la date de dernière transmission du FSD dans l'application Natura 2000 : chiffres calculés en janvier 2016. ..... 6*
*Figure 5 : Nombre de champs obligatoires non renseignés par région avant et après la mise à jour ..... 7*
*Figure 6 : Nombre de champs obligatoires non renseignés par rubrique avant (2016) et après (2018) la mise à jour 7*
*Figure 7 : Bilan du niveau de renseignement des champs créés en 2015 ..... 8*
*Figure 8 : Évolution du nombre de thèmes cités par région dans la rubrique « Menaces, activités et pressions » ..... 9*
*Figure 9 : ZSC - Ajouts et suppressions d'espèces (ajouts = 1718; suppressions = 321) ..... 10*
*Figure 10 : ZSC – bilan des ajouts et suppressions d'espèces par région ..... 10*
*Figure 11 : ZSC - Bilan des modifications de note de conservation des espèces en exprimant les notes selon l'équivalence suivante : Population D : 1, Conservation C : 2, Conservation B : 3, Conservation A : 4. ..... 11*
*Figure 12 : ZSC - Bilan des modifications d'effectifs des espèces ..... 11*
*Figure 13 : ZSC – bilan des ajouts et suppressions d'habitats par région ..... 12*
*Figure 14 : Bilan national des modifications de surfaces en habitat d'intérêt communautaire par type de milieu ..... 13*
*Figure 15 : Bilan régional des modifications de surfaces en habitat d'intérêt communautaire ..... 13*
*Figure 16 : Bilan des modifications des notes de conservation des habitats en exprimant les notes selon l'équivalence suivante : Représentativité D : 1, Conservation C : 2, Conservation B : 3, Conservation A : 4. ..... 14*
*Figure 17 : Nombre d'ajouts et de suppressions d'espèces pour les ZPS ..... 15*
*Figure 18 : ZPS – bilan des ajouts et suppressions d'espèces par région Les « # » indiquent les régions dont les FSD ZPS n'ont pas été validés nationalement. ..... 15*
*Figure 19 : ZPS - bilan des modifications de note de conservation en exprimant les notes selon l'équivalence suivante : Population D : 1, Conservation C : 2, Conservation B : 3, Conservation A : 4. ..... 16*
*Figure 20 : ZPS - bilan des modifications d'effectifs ..... 16*
*Figure 21 : Bilan des imports de données de l'OARZPS dans les FSD - Les « # » indiquent les régions dont les FSD des ZPS sont en cours d'actualisation et n'ont pas été validés nationalement. ..... 16*

# 1 Contexte et objet de la note

La base Natura 2000 rassemble l'ensemble des informations saisies dans les Formulaires Standards de Données (FSD) de chacun des 1 779 sites du réseau Natura 2000 français. Le renseignement de ces FSD est sous la responsabilité des DREAL, qui recueillent les informations fournies dans le cadre de l'élaboration ou de l'animation des Documents d'Objectifs (Docobs) et les transmettent au niveau national via une application dédiée (natura2000.mnhn.fr). Ces données sont ensuite validées par l'UMS PatriNat puis transférées à la Commission Européenne et diffusées sur l'INPN. Elles intègrent également la base SIN2, axée sur les données de gestion.

La base Natura 2000 constitue une source d'informations sur l'ensemble du réseau Natura 2000. Elle apporte des réponses à plusieurs types de besoins :

- Envoyée deux fois par an à la Commission Européenne, elle permet d'informer l'Europe sur l'état du réseau Natura 2000 français : état de conservation des habitats et espèces, suffisance par rapport aux objectifs de représentativité du réseau vis-à-vis des enjeux, évolution du réseau en termes de surfaces, d'occurrences et d'état de conservation des habitats et espèces. La base Natura 2000 est donc un outil de communication entre la France et la Commission Européenne, qui doit à terme permettre à l'État français de rendre compte de l'effet de ses actions conservatoires, compte-tenu des engagements pris dans le cadre des Directives Nature (Directive Habitats Faune Flore et Directive Oiseaux).

- Elle synthétise dans un seul fichier les informations recueillies dans le cadre de l'élaboration des Docobs et du suivi des sites Natura 2000. Elle constitue à cet égard une précieuse source d'informations sur un réseau couvrant 12,9 % du territoire métropolitain terrestre, avec une diversité de contextes importante. À ce titre, elle permet de fournir des indicateurs sur les milieux naturels à l'échelle nationale, dont l'exploitation peut apporter une contribution utile à l'élaboration de différentes politiques de gestion et d'aménagement du territoire.

- Enfin, la mise à jour des FSD est un préalable essentiel à la bonne gestion des sites : l'actualisation de la liste des habitats et espèces d'intérêt communautaire présentes dans chaque site est nécessaire pour la contractualisation d'actions de gestion en leur faveur, et constitue une des données de référence pour leur prise en compte dans les études d'évaluation des incidences.

Enfin, dans le cadre du rapportage au titre des Directives Nature, la base Natura 2000 est utilisée pour apporter aux experts un complément d'information sur les habitats et espèces. À ce titre, et compte tenu des lacunes qui avaient été mises en évidence concernant le niveau de mise à jour de la base, un chantier national d'actualisation des FSD a été lancé en 2016 en vue de la préparation du rapportage de 2018.

Ce chantier a sollicité l'ensemble des DREAL et plus largement du réseau Natura 2000. L'objet de la présente note est de faire le bilan de ce travail : quel est le niveau des modifications apportées à la base Natura 2000 sur les différents champs suite à cet effort de mise à jour ?

# 2 Méthode d'analyse

Les chiffres présentés dans cette note sont issus d'une analyse des différentes versions de la base de données Natura 2000 nationale transmises à la Commission Européenne. Les comparatifs entre versions sont calculés à partir des bases transmises en septembre 2016 et octobre 2018. Les analyses ont été réalisées par l'UMS PatriNat.

Pour la base d'octobre 2018, la version utilisée est la base en saisie, afin de prendre en compte les mises à jour réalisées sur les ZPS mais non transmises dans l'attente de la prise d'un arrêté balai pour la région concernée.

Les termes « avec doublons » /« sans doublons » se réfèrent au cas des espèces avec plusieurs types de populations pouvant être renseignés pour un même site. Les chiffes « avec doublons » considèrent toutes ces données d'occurrence tandis que les chiffes « sans doublons » assimilent la présence d'une espèce dans un site à une seule occurrence, y compris quand elle y est signalée sous différents types de populations.

Les résultats sont présentés selon le découpage des anciennes régions, pour disposer de plus de précision géographique mais aussi en cohérence avec l'historique des mises à jour qui s'est fait selon ce découpage.

***Exploitation de la base de données LPO pour l'actualisation des FSD des ZPS - Organisation***

L'Observatoire avifaunistique du réseau des Zones de Protection Spéciales (OARZPS), coordonné par la LPO France, assure depuis 2012 le suivi des populations d'oiseaux dans le réseau de sites Natura, en collectant les données d'inventaires et de suivis réalisés par les associations naturalistes locales dans le but de les consolider au niveau national. La base de données de l'OARZPS sert tous les 6 ans dans le cadre du rapportage au titre de l'article 12 de la Directive Oiseaux pour fournir une estimation de la taille des populations d'oiseaux présentes à l'intérieur du réseau des ZPS.

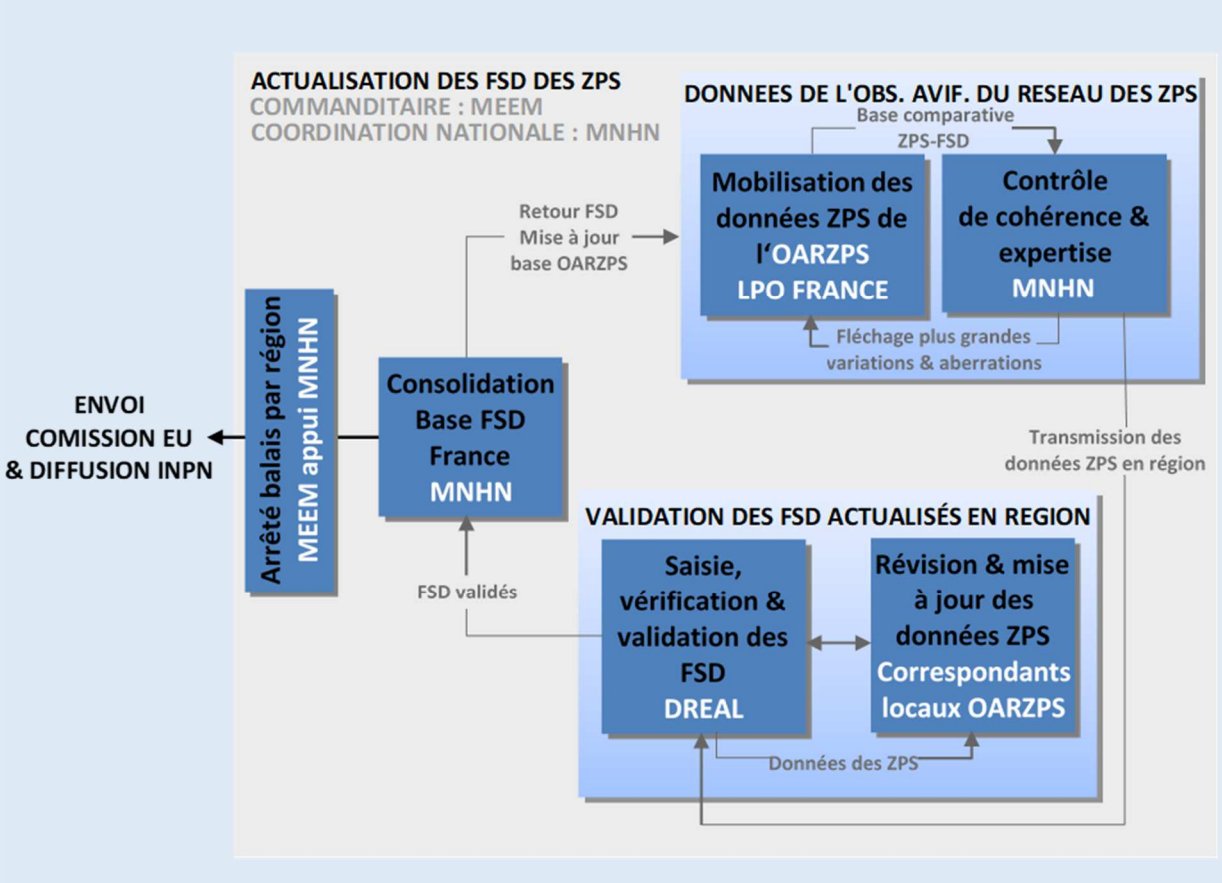


*Figure 1 : Organisation globale des différentes structures/institutions intervenant dans l'exercice 2016-2017 d'actualisation des FSD des ZPS.*

En vue d'alimenter l'exercice de mise à jour des FSD, La LPO France a produit une base de données comparative entre les FSD et les dernières données d'abondance disponibles dans sa base de données de l'OARZPS. Cette base de travail n'est cependant pas exhaustive ; toutes les données d'inventaire des populations d'oiseaux en ZPS ne transitent pas obligatoirement par l'OARZPS. L'OARZPS ne bancarisant que des données sur les tailles/abondances des populations, certains champs évaluant l'importance écologique du site pour les espèces, comme les champs POPULATION, CONSERVE, ISOLATION ou encore GLOBAL, n'ont pas été renseignés. Ces champs doivent être cependant complétés par une expertise/évaluation locale.

Considérant les limites de la base OARZPS et la gestion variable des DREAL sur la mise à jour des FSD ZPS, la base de données comparative FSD-OARZPS a été livrée aux DREAL comme outil d'aide au remplissage des FSD. Un accompagnement technique a été réalisé par l'UMS pour l'intégration massive ou ponctuelle de données dans les FSD sur demande des DREAL. L'utilisation par les DREAL de cet outil a été très variable et reste difficilement quantifiable.

# 3 Rythme et volume des transmissions de FSD

La mise à jour d'un FSD passe par la transmission des données actualisées de la DREAL à l'UMS PatriNat pour validation et envoi à la Commission Européenne. Le rythme de ces transmissions, représenté sur les graphiques ci-dessous, est donc lié à l'effort de mise à jour fourni par les DREAL.

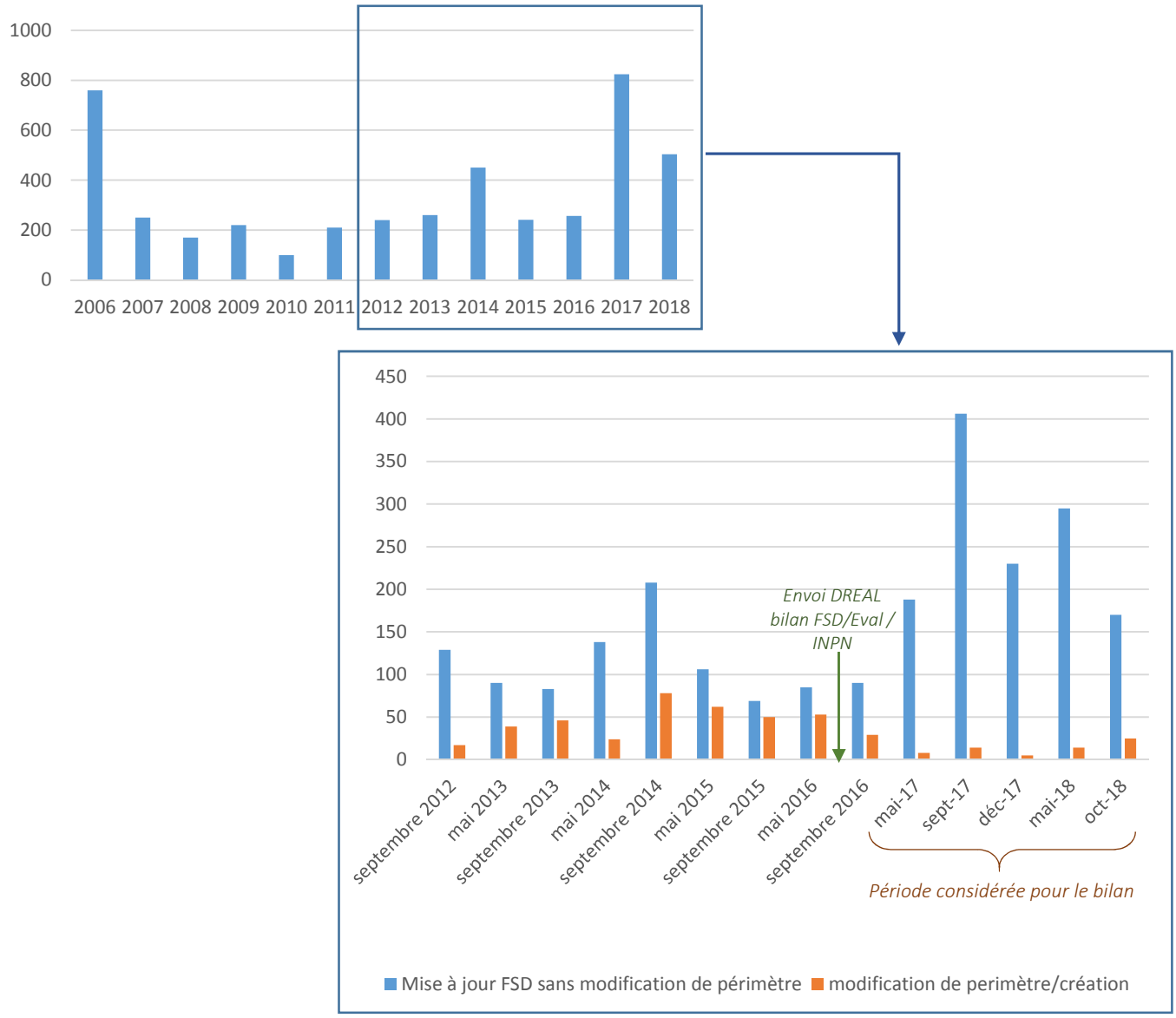


*Figure 2 : Nombre de transmissions de FSD par année (en haut) et par envoi et type (en bas)*

Ces chiffres fournissent une première illustration du travail réalisé : en ce qui concerne le nombre de FSD transmis, la mise à jour de 2017/2018 est sans précédent au niveau national depuis 2006, année marquée par la notification de l'insuffisance de désignation pour la France par la Commission Européenne Le nombre de transmissions pour mise à jour entre septembre 2017 et mai 2018 est ainsi égal au total des quatre années précédentes.

A l'inverse, le nombre de transmissions pour modification de périmètre ou création de sites a fortement baissé à partir de 2016, marquant une certaine stabilisation du réseau.

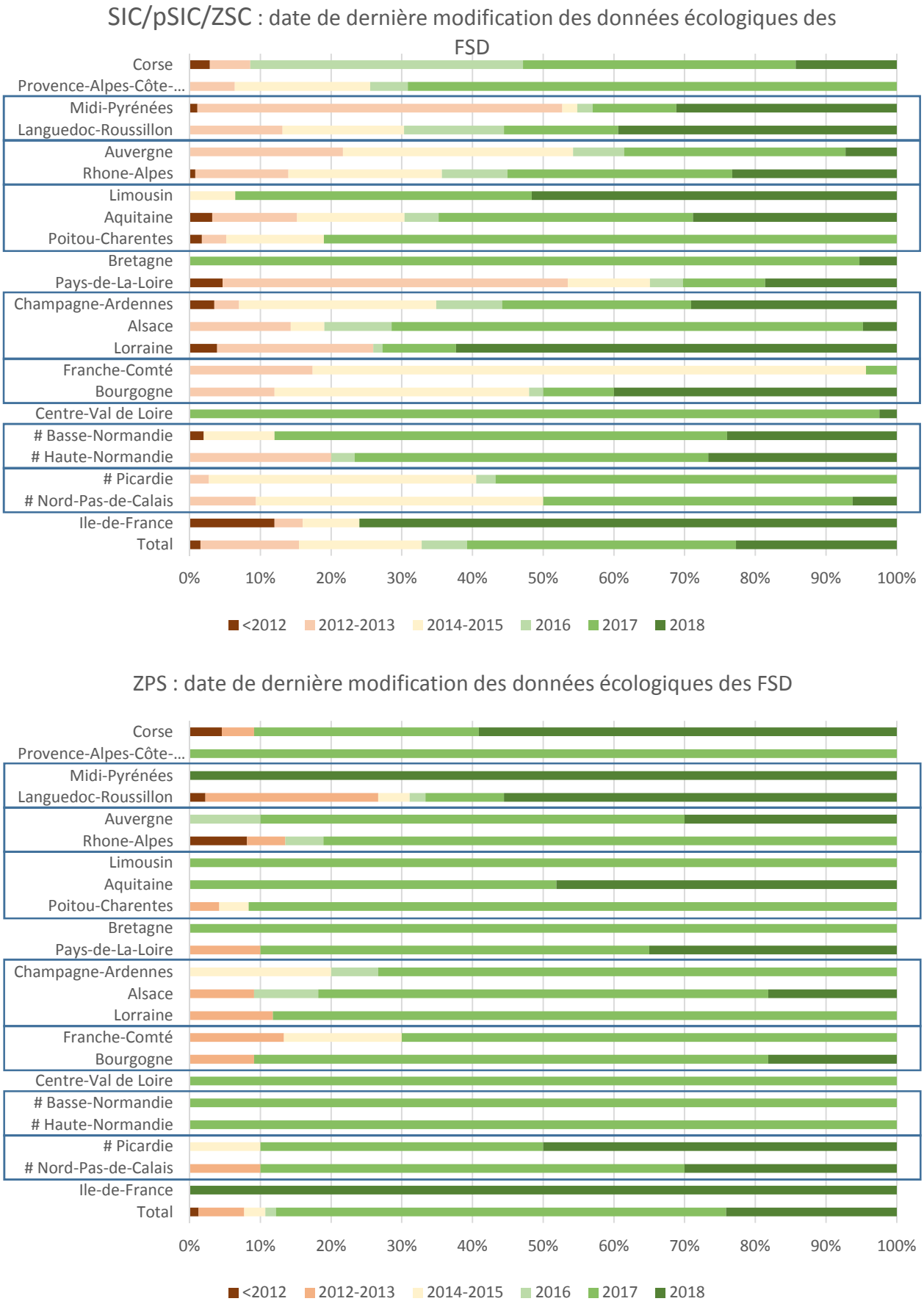


*Figure 3 : répartition des FSD par région selon leur date de dernière modification des données écologiques (modification des occurrences d'espèce set d'habitats, des effectifs, surface ou notes de conservation). Les « # » indiquent les régions dont les FSD ZPS n'ont pas été validés nationalement.*

Les graphiques de la page précédente (Figure 3) donnent, pour chaque région la répartition des sites selon la date de la dernière modification apportée aux données.

La comparaison avec un graphique de même type (ci-contre, ZSC et ZPS confondus) réalisé en 2016 illustre les progrès réalisés en termes de mise à jour.

Elle montre aussi que des régions, qui apparaissent en 2018 comme comparativement moins à jour que la moyenne, avaient en réalité anticipé le travail d'actualisation des FSD par rapport aux autres, de sorte qu'elles n'ont pas eu à le renouveler en 2017/2018 (par exemple Franche-Comté ou Provence-Alpes-Côte d'Azur).

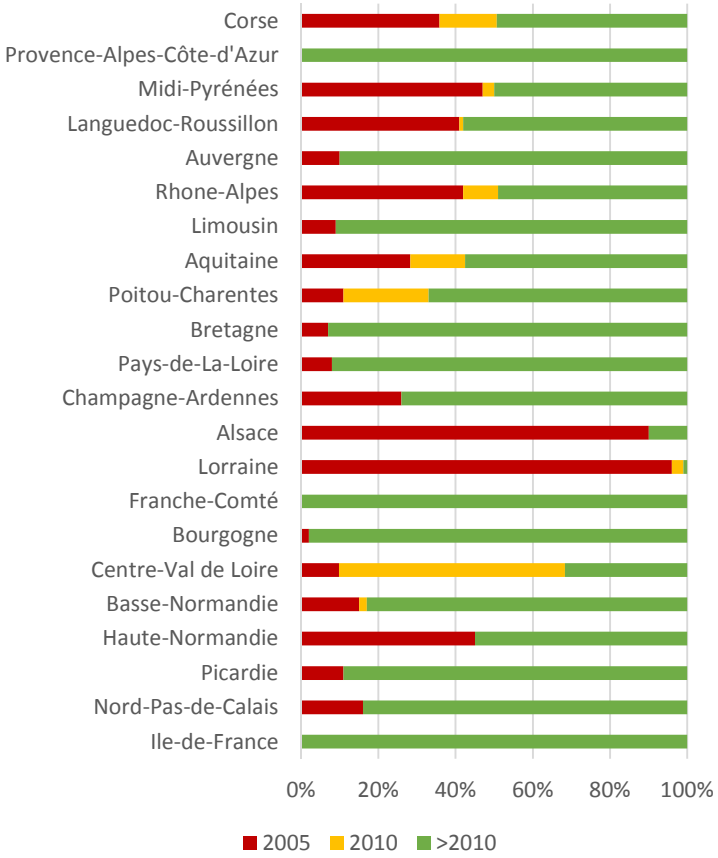


*Figure 4 : Répartition des sites par région selon la date de dernière transmission du FSD dans l'application Natura 2000 : chiffres calculés en janvier 2016.*

# 4 Incidence sur le niveau de complétude des FSD

## 4.1 Niveau de renseignement des champs obligatoires

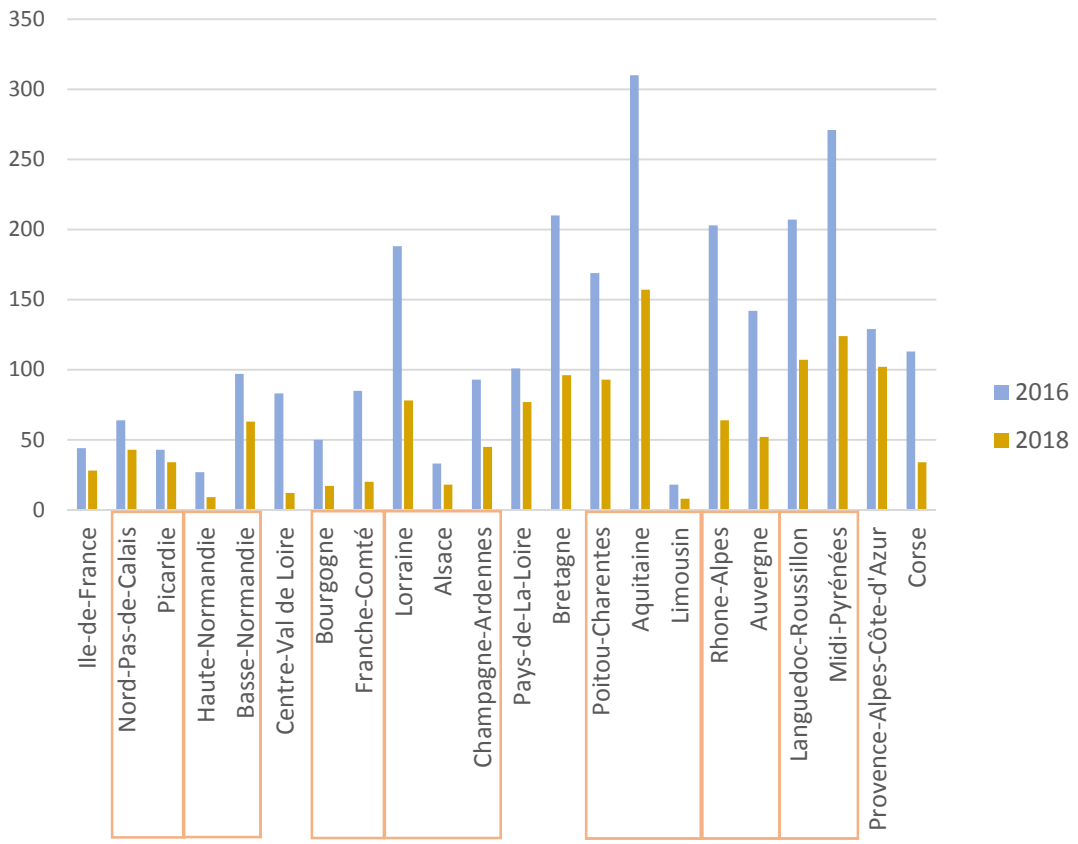


*Figure 5 : Nombre de champs obligatoires non renseignés par région avant et après la mise à jour*

La mise à jour a permis de réduire les hétérogénéités interrégionales en ce qui concerne le renseignement des champs obligatoires : l'effort d'actualisation a en effet été le plus fort dans les régions où le nombre de champs lacunaires était le plus élevé : Aquitaine, Midi-Pyrénées et Bretagne en particulier.

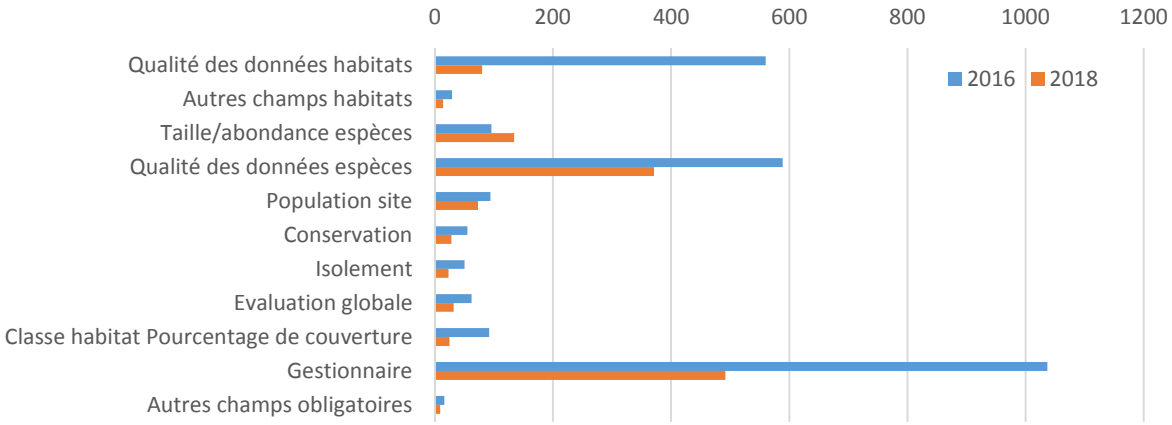


*Figure 6 : Nombre de champs obligatoires non renseignés par rubrique avant (2016) et après (2018) la mise à jour*

Les saisies de données ont porté majoritairement sur les champs obligatoires « Qualité des données Habitats » et « gestionnaire ». Le champ de « Qualité des données espèces » reste le moins bien renseigné, en lien avec la mise à jour des ZPS qui reste inachevée. Le nombre de champs obligatoires non renseignés est à relativiser au regard des plus de 30 000 données espèces présentes dans la base. Le renseignement des champs restant à remplir est certes nécessaire mais constituera un travail peu significatif

Un total de 545 sites (30% des sites) sans gestionnaire renseigné a été complété. Pour ce champ, la mise à jour a également été plus importante pour les régions où il était peu renseigné (Aquitaine, Occitanie, Normandie, PACA) et pour sites de la Directive Habitats.

Les champs obligatoires relatifs à l'évaluation des habitats et les renseignements géographiques et administratifs étaient déjà renseignés de façon quasi-exhaustive avant la mise à jour.

## 4.2 Niveau de renseignement des champs créés en 2015

Pour répondre à plusieurs besoins exprimés par des DREAL, des développements avaient été réalisés en 2015 sur l'application de saisie des FSD natura2000.mnhn.fr. Ils concernaient notamment la création de nouveaux champs. Ces champs, tous optionnels, visent à rendre le FSD plus complet et précis. Le tableau ci-dessous établit le bilan des données saisies pour ces champs.

| Rubrique | | Données saisies |
|---|---|---|
| Habitats élémentaires | | 866 habitats - 86 sites |
| Rubrique alimentation | | 166 espèces |
| Sources | Date inventaire | 2 321 données espèces - 1 809 données habitats |
| | Auteur inventaire | 2 107 données espèces - 1 709 données habitats |
| Tendance | | 159 espèces<br>128 habitats génériques - 76 habitats élémentaires |
| Méthode d'évaluation état de conservation | | 99 habitats génériques - 89 habitats élémentaires |
| Association d'activités, menaces et pressions aux habitats et espèces concernées | | 149 menaces - 51 sites |
| Photographies | | 5 |

*Figure 7 : Bilan du niveau de renseignement des champs créés en 2015*[1]

Rapporté au nombre total de données, le taux de renseignement des nouveaux champs reste faible et le niveau d'information correspondant n'est pas encore significatif. Un champ fait néanmoins exception, le renseignement des sources (date et auteur des inventaires) : s'il ne concerne encore que 6% des données habitats et espèces, il semble avoir été bien approprié par les DREAL avec 4 428 données d'espèces et habitats renseignées. De fait, il constitue une amélioration importante pour la description des données.

[1] Le tableau n'inclut pas le champ « Mesures », ajouté en 2015 mais supprimé de l'application depuis pour ne pas créer de doublon avec l'application SIN2.

## 4.3 Niveau de renseignement des champs non obligatoires hors données écologiques

La rubrique Document d'objectifs était en 2016 très lacunaire. Un effort important a été fait à ce niveau : un lien de téléchargement du document d'objectifs a été ajouté pour 801 sites (soit 45 % du total).

La rubrique « Activités, menaces et pressions » a aussi connu d'importantes mises à jour, comme l'illustre le tableau ci-dessous. Les modifications ont principalement consisté à ajouter de nouvelles menaces, le nombre total de menaces citées augmentant de 13% au niveau national (2 365 nouvelles occurrences).

| | Nombre de menaces citées | | Évolution |
|---|---|---|---|
| | en 2016 | en 2018 | |
| Ile-de-France | 217 | 247 | 14% |
| Nord-Pas-de-Calais | 659 | 728 | 10% |
| Picardie | 487 | 538 | 10% |
| Haute-Normandie | 258 | 274 | 6% |
| Basse-Normandie | 369 | 326 | -12% |
| Centre-Val de Loire | 530 | 616 | 16% |
| Bourgogne | 953 | 989 | 4% |
| Franche-Comté | 595 | 624 | 5% |
| Lorraine | 1166 | 1213 | 4% |
| Alsace | 679 | 692 | 2% |
| Champagne-Ardenne | 1176 | 1670 | 42% |
| Pays-de-La-Loire | 745 | 728 | -2% |
| Bretagne | 1191 | 1237 | 4% |
| Poitou-Charentes | 857 | 1102 | 29% |
| Aquitaine | 1633 | 1750 | 7% |
| Limousin | 1455 | 1482 | 2% |
| Rhône-Alpes | 463 | 506 | 9% |
| Auvergne | 1274 | 1716 | 35% |
| Languedoc-Roussillon | 1050 | 1120 | 7% |
| Midi-Pyrénées | 1125 | 1422 | 26% |
| Provence-Alpes-Côte-D'azur | 601 | 798 | 33% |
| Corse | 666 | 723 | 9% |
| Total | 18149 | 20501 | 13% |

*Figure 8 : Évolution du nombre de thèmes cités par région dans la rubrique « Menaces, activités et pressions »*

# 5 Mises à jour des données écologiques des ZSC

## 5.1 Bilan sur les données espèces

- *Évolution du nombre d'occurrences*

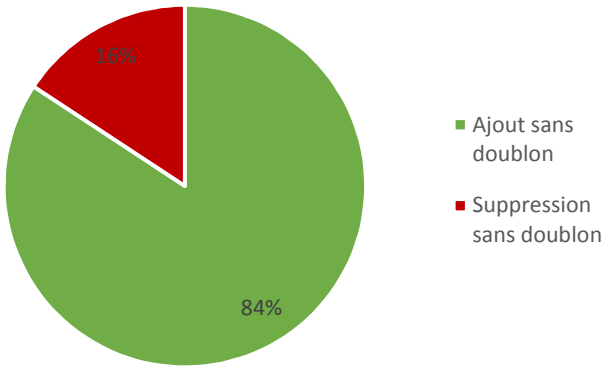


*Figure 9 : ZSC - Ajouts et suppressions d'espèces (ajouts = 1718; suppressions = 321)*

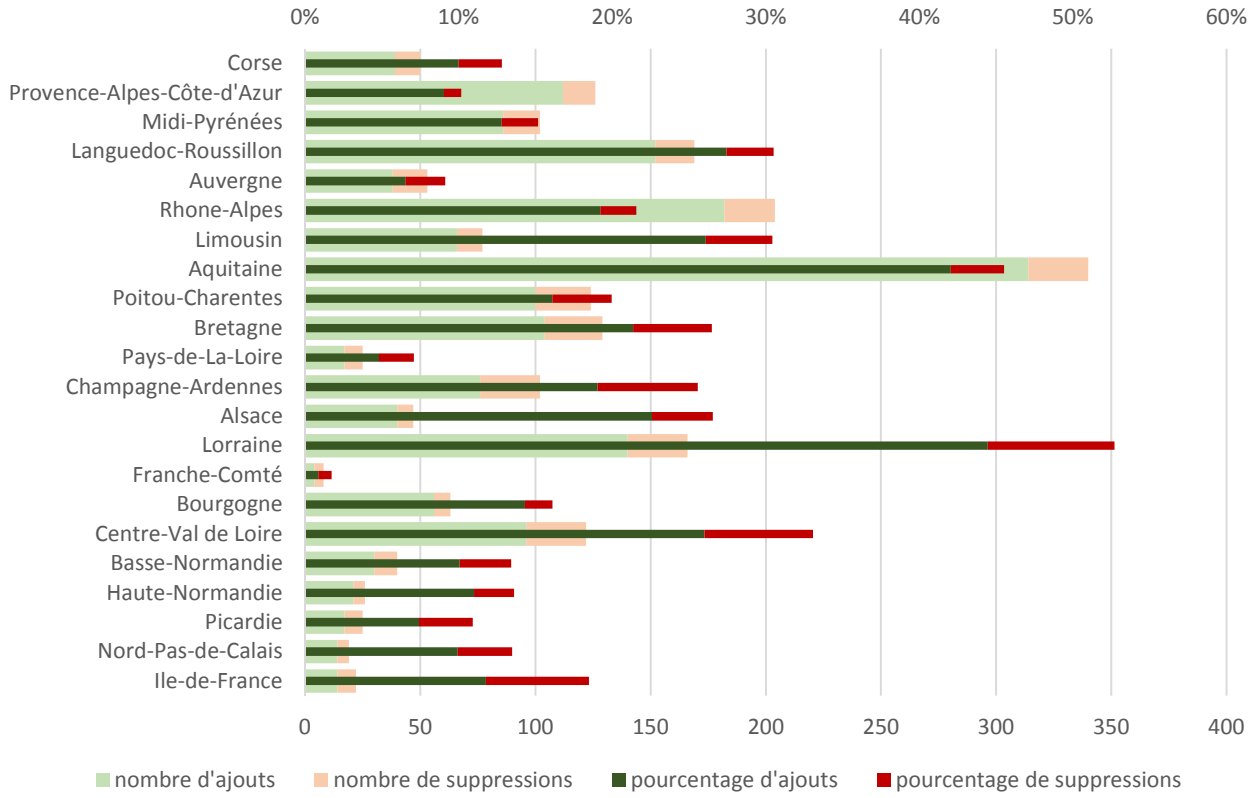


*Figure 10 : ZSC – bilan des ajouts et suppressions d'espèces par région*

Les ajouts d'espèces dépassent largement les suppressions au niveau national et dans toutes les régions. Le nombre de mises à jour est très hétérogène selon les régions, avec beaucoup d'ajouts en Grand Est, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

- *Champs d'évaluation : conservation, et effectifs*

| Groupe taxonomique | Nombre d'espèces avec mise à jour de la note de conservation | % d'espèces avec note mise à jour | Différence moyenne pour les notes de conservation modifiées |
|---|---|---|---|
| Amphibiens | 44 | 10% | -0,35 |
| Bryophytes | 11 | 6% | -0,22 |
| Coléoptère | 49 | 5% | -0,72 |
| Crustacés | 15 | 6% | -0,25 |
| Lépidoptères | 46 | 5% | -0,06 |
| Mammifères | 270 | 5% | -0,18 |
| Mollusques | 13 | 6% | 0,20 |
| Odonates | 39 | 7% | 0,11 |
| Plantes vasculaires | 2415 | 6% | -0,26 |
| Poissons | 34 | 4% | -0,29 |
| Reptiles | 67 | 2% | -1,20 |
| **Total DHFF** | **593** | **5 %** | **-0,23** |

*Figure 11 : ZSC - Bilan des modifications de note de conservation des espèces en exprimant les notes selon l'équivalence suivante : Population D : 1, Conservation C : 2, Conservation B : 3, Conservation A : 4.*

2 885 espèces ont fait l'objet d'une mise à jour de leur note de conservation, avec dans 58 % des cas une dégradation de la note. Les mammifères sont le groupe le plus mis à jour. Les modifications restent peu significatives tant en nombre d'espèces mises à jour qu'en évolution des notes.

| Groupe taxonomique | nombre d'espèce avec mise à jour des effectifs | % d'espèces avec mise à jour des effectifs | % d'espèces mises à jour avec augmentation des effectifs |
|---|---|---|---|
| Amphibiens | 39 | 8% | 44% |
| Bryophytes | 8 | 5% | 88% |
| Coléoptères | 13 | 1% | 85% |
| Crustacés | 6 | 2% | 67% |
| Lépidoptères | 39 | 4% | 56% |
| Mammifères | 400 | 7% | 65% |
| Mollusques | 7 | 3% | 29% |
| Odonates | 26 | 4% | 73% |
| Plantes vasculaires | 41 | 7% | 78% |
| Poissons | 37 | 2% | 49% |
| Reptiles | 5 | 2% | 100% |
| Total DHFF | 621 | 5 % | 86 % |

*Figure 12 : ZSC - Bilan des modifications d'effectifs des espèces*

Le champ effectif n'a pas été plus largement mis à jour pour les sites de la Directive habitats (5 % des effectifs mis à jour). Ces modifications ont majoritairement, voire exclusivement pour certains groupes, consisté à augmenter les effectifs renseignés. Seuls les mollusques et amphibiens, qui sont aussi le groupe le plus mis à jour, ont vu leurs effectifs diminuer.

## 5.2 Bilan sur les données habitats

- *Evolution du nombre d'occurrences*

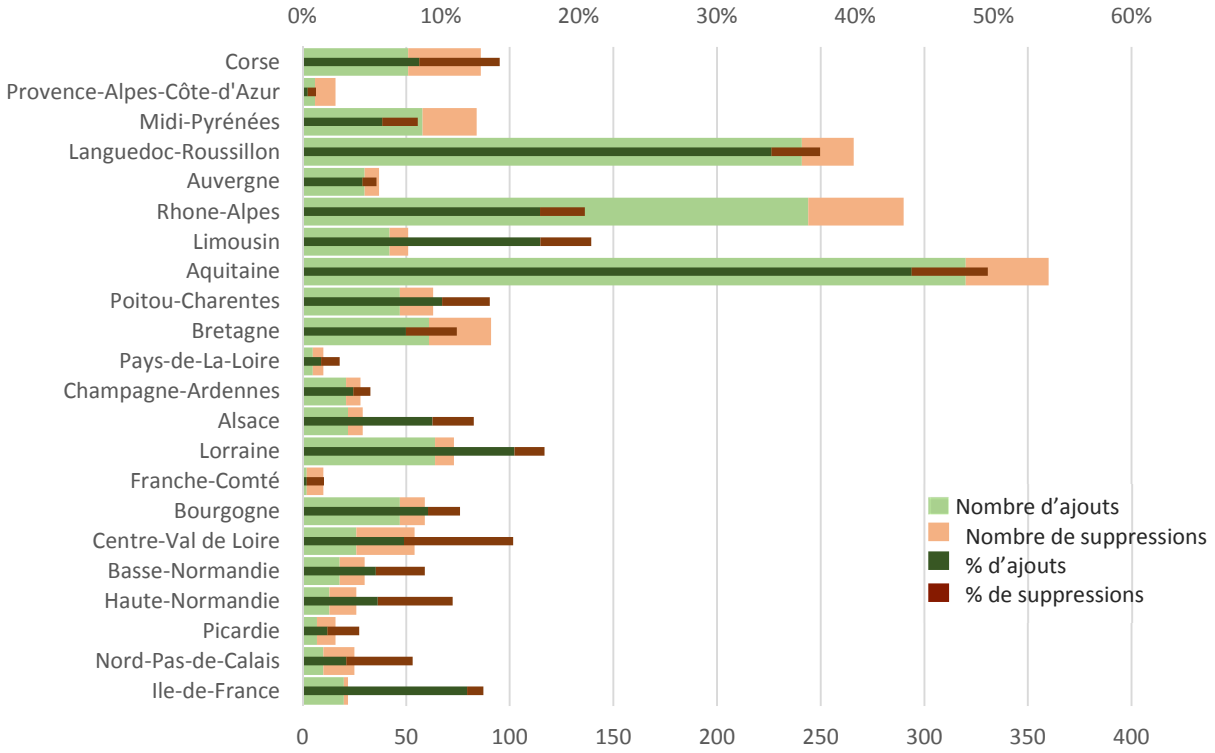


*Figure 13 : ZSC – bilan des ajouts et suppressions d'habitats par région*

Les ajouts d'habitats sont nettement plus nombreux que les suppressions : 1 395 habitats ont été ajoutés contre 378 suppressions. **Au niveau national, le nombre d'habitats cités dans la base a augmenté de 7 %.**

Les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées présentent les taux de modification les plus forts, tant en nombre qu'en proportion. La région Rhône-Alpes a également ajouté de nombreux habitats même si son réseau de sites était déjà particulièrement riche. Les régions Centre-Val-de-Loire et Corse ont supprimé les plus fortes proportions d'habitats (8 et 6 %).

Parmi les régions ayant peu mis à jour leurs données habitats, on retrouve Provence-Alpes-Côte-D'azur et Franche-Comté, dont le niveau d'actualisation des FSD était déjà satisfaisant en 2016.

- *Evolution des surfaces*

L'évolution des surfaces d'habitats d'intérêt communautaire entre deux versions de la base résulte de deux types de modifications :

- l'ajout ou la suppression d'habitats, entrainant le gain ou la perte des surfaces correspondantes,
- La modification des surfaces des habitats existants.

Le graphique ci-dessous montre le poids relatif de ces différentes modifications : sur le plan quantitatif, la modification des surfaces existantes prédomine largement. Cela s'explique autant par l'importance de ces modifications que par le nombre d'habitats dont la surface a été mise à jour : **plus des deux tiers des habitats (67,5 %) ont fait l'objet d'une mise à jour de leur surface.**

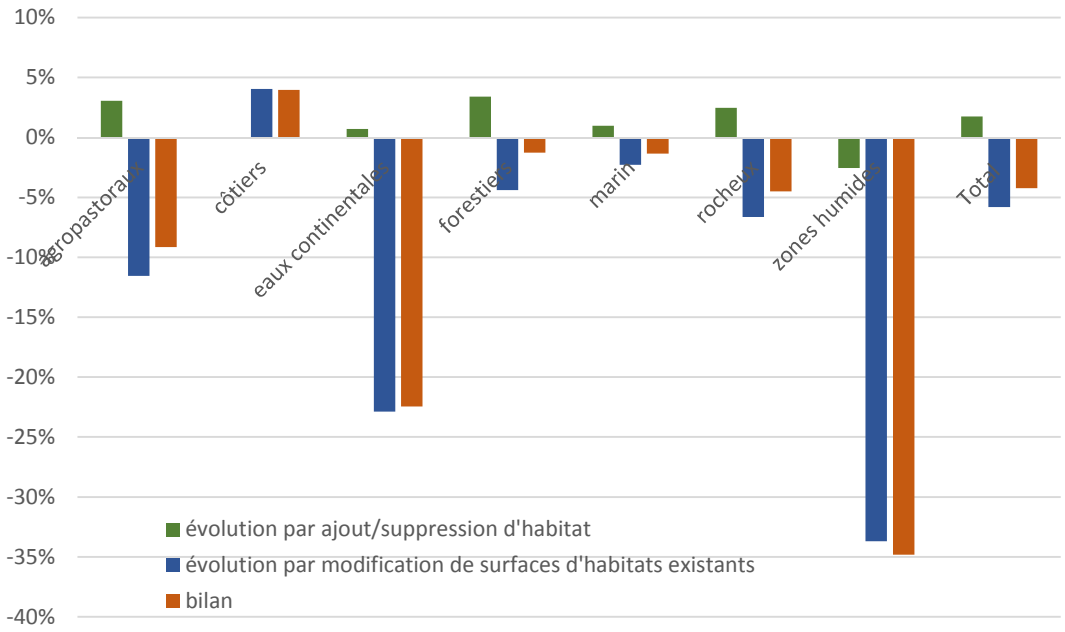


*Figure 14 : Bilan national des modifications de surfaces en habitat d'intérêt communautaire par type de milieu*

Le bilan est celui d'une diminution globale des surfaces, avec un solde de - 4,5 %. Cette baisse affecte les habitats de façon très hétérogène, elle est extrêmement forte pour les habitats de zones humides (-51%) et aquatiques (-30%). Seuls les habitats côtiers progressent légèrement.

Cette baisse peut facilement s'expliquer du fait que l'ancienne version de la base Natura 2000 se renseignait en indiquant le taux de couverture du site par l'habitat, sans autoriser les décimales, et entrainait de fortes surestimations. Ces dernières étaient particulièrement impactantes pour des habitats ponctuels, comme les milieux humides et aquatiques, présents dans des grands sites dont ils couvraient beaucoup moins que 1% de la surface. L'utilisation des décimales étant désormais possible, les corrections correspondantes ont fait baisser la surface de ces habitats, permettant d'être plus proche de la réalité.

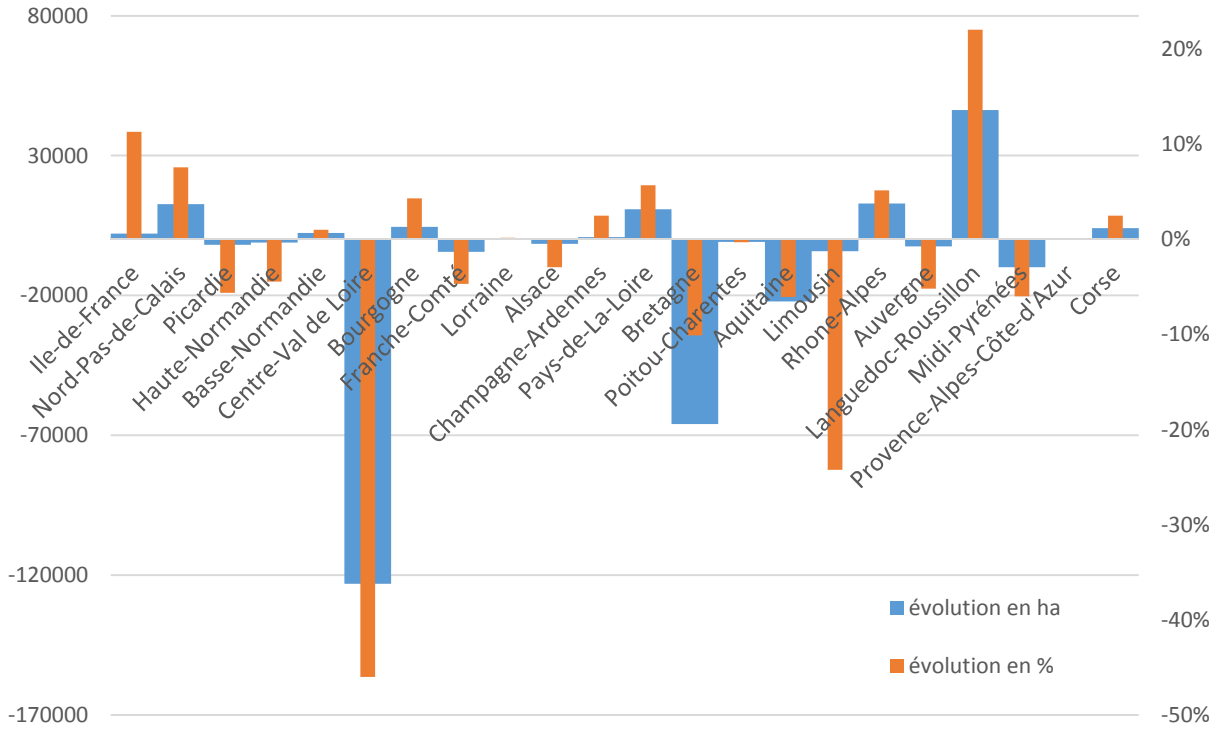


*Figure 15 : Bilan régional des modifications de surfaces en habitat d'intérêt communautaire*

Le détail des chiffres régionaux par milieu est présenté en annexe. Ils montrent de très fortes disparités, avec quelques régions apportant une part très importante des baisses totales :

- Centre-Val-de-Loire (diminution générale, en particulier des habitats agropastoraux et humides)
- Bretagne (diminution du milieu marin du fait de corrections de surfaces)
- Aquitaine (diminution des habitats humides et aquatiques et rocheux)
- Languedoc-Roussillon (augmentation du marin)
- Limousin (diminution des habitats rocheux et forestiers).
- Midi-Pyrénées (diminution des habitats humides et aquatiques et augmentation des habitats forestiers)

- *Modification des notes de conservation*

| Milieu | Nombre d'habitats avec mise à jour de la note de conservation | % d'habitats avec note mise à jour | Différence moyenne pour les notes de conservation modifiées |
|---|---|---|---|
| Agropastoraux | 292 | 7% | -0,31 |
| Côtiers | 119 | 9% | -0,57 |
| Eaux continentales | 105 | 6% | 0,01 |
| Forestiers | 164 | 6% | -0,25 |
| Marin | 18 | 7% | -0,22 |
| Rocheux | 61 | 4% | -0,03 |
| Zones humides | 80 | 7% | -0,26 |
| **Total général** | **839** | **7%** | **-0,27** |

*Figure 16 : Bilan des modifications des notes de conservation des habitats en exprimant les notes selon l'équivalence suivante : Représentativité D : 1, Conservation C : 2, Conservation B : 3, Conservation A : 4.*

Le tableau ci-dessus synthétise les modifications apportées au champ « Note de conservation » des habitats. Ce champ n'a été que peu actualisé : il n'a été mis à jour que pour 7 % de l'ensemble des habitats cités. Il resterait à déterminer les causes de ce faible niveau d'actualisation, peut-être lié aux difficultés méthodologiques que pose l'évaluation de l'état de conservation à l'échelle du site.

Les deux tiers des modifications ont consisté à dégrader la note de conservation. Cette dégradation est la plus forte pour les habitats agropastoraux et côtiers mais reste globalement peu significative.

Il reste très hasardeux d'en tirer des conclusions sur l'évolution de ces milieux dans le réseau de sites. S'il n'existe pas, dans les FSD, de champs permettant de justifier systématiquement les changements de note de conservation, on peut penser que ces modifications correspondent majoritairement, comme pour les surfaces, à une amélioration des connaissances.

# 6 Mises à jour des données des ZPS

## 6.1 Bilan sur les données espèces

- *Évolution du nombre d'occurrences*

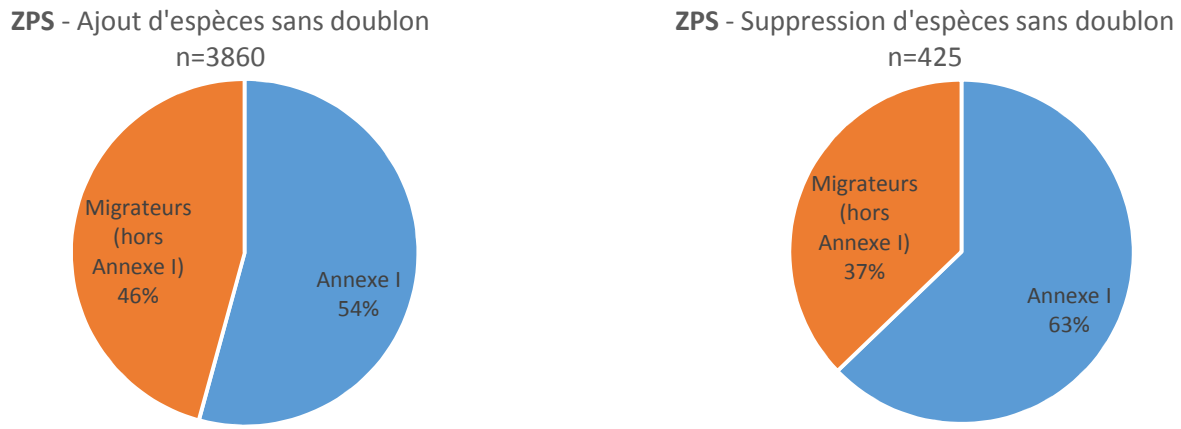


*Figure 17 : Nombre d'ajouts et de suppressions d'espèces pour les ZPS*

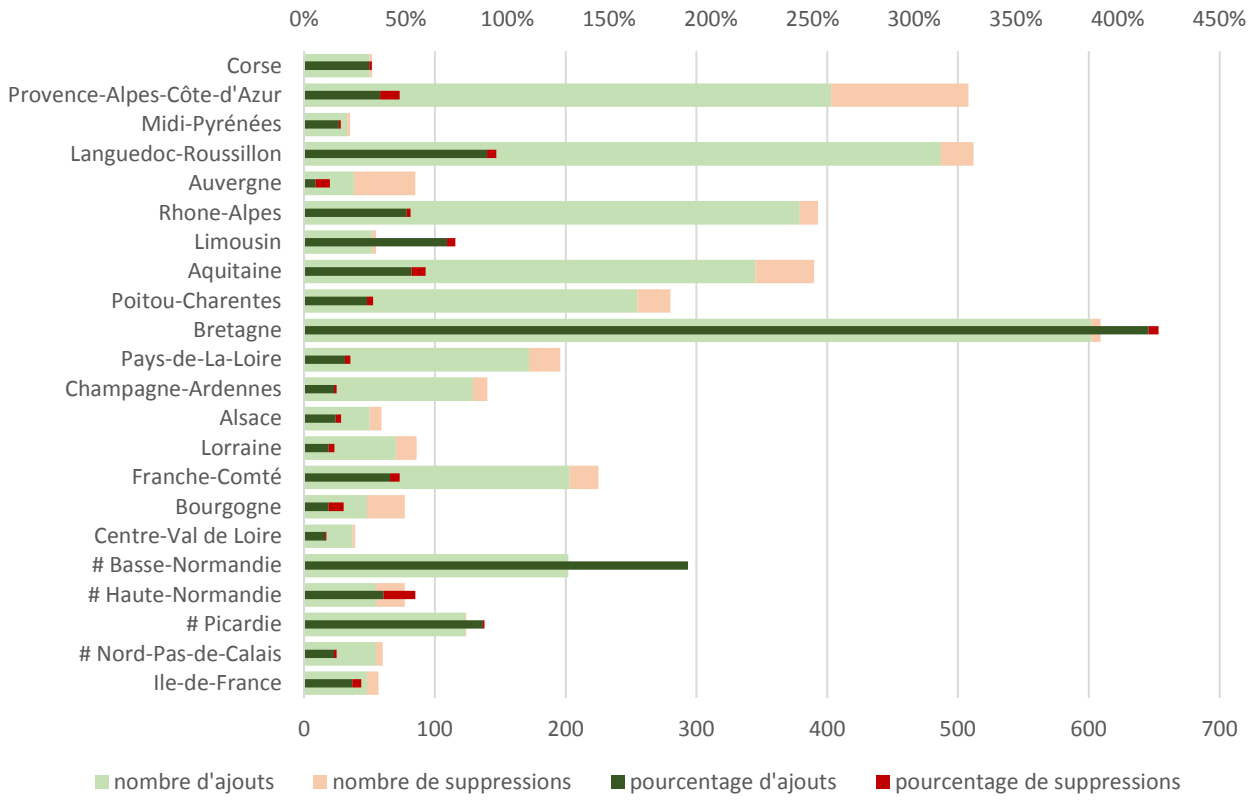


*Figure 18 : ZPS – bilan des ajouts et suppressions d'espèces par région Les « # » indiquent les régions dont les FSD ZPS n'ont pas été validés nationalement.*

3 860 nouvelles mentions d'espèces, hors doublons de types de population, ont été ajoutées pour les seuls ZPS. Comparativement aux ZSC, les FSD des ZPS ont donc fait l'objet d'un nombre très important d'ajouts d'espèces issues, dans des proportions équivalentes, des Annexes I et des Migrateurs hors Annexes I. La proportion d'ajout d'espèces dans les FSD est estimée en moyenne à un peu plus de 50 % (sans considérer les régions non validées) mais apparaît très variable selon les régions (de 6 % en Auvergne à 415 % en Bretagne).

- ***Champs d'évaluation : conservation, et effectifs***

| Groupe taxonomique | Nombre d'espèces avec mise à jour de la note de conservation | % d'espèces avec note mise à jour | Différence moyenne pour les notes de conservation modifiées |
|---|---|---|---|
| **Oiseaux** | **2 415** | **13%** | **0,64** |

*Figure 19 : ZPS - bilan des modifications de note de conservation en exprimant les notes selon l'équivalence suivante : Population D : 1, Conservation C : 2, Conservation B : 3, Conservation A : 4.*

2 356 espèces ont fait l'objet d'une mise à jour de leur note de conservation, avec dans 69 % des cas une amélioration de la note. Le niveau de mise à jour est donc beaucoup plus élevé que pour les ZSC, avec une tendance également différente (amélioration pour les ZPS, légère dégradation pour les ZSC).

| Groupe taxonomique | nombre d'espèce avec mise à jour des effectifs | % d'espèces avec mise à jour des effectifs | % d'espèce mise à jour avec augmentation des effectifs |
|---|---|---|---|
| Oiseaux | 5 493 | 31% | 63% |

*Figure 20 : ZPS - bilan des modifications d'effectifs*

Le champ effectif a été fortement mis à jour puisqu'il a été actualisé pour 31 % des espèces. Ces modifications ont majoritairement consisté à augmenter les effectifs renseignés.

## 6.2 Bilan de l'utilisation de la base LPO OARZPS

- ***Imports de données de l'OARZPS vers la base Natura***

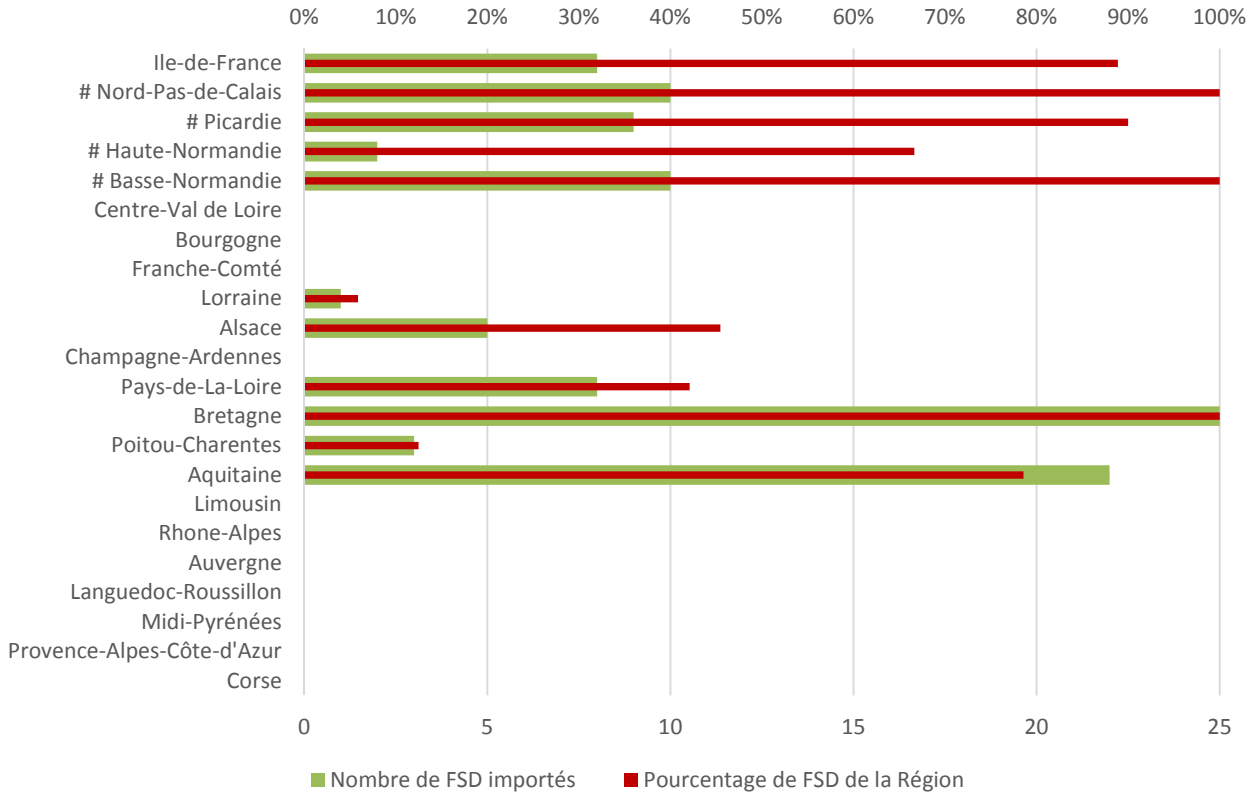


*Figure 21 : Bilan des imports de données de l'OARZPS dans les FSD - Les « # » indiquent les régions dont les FSD des ZPS sont en cours d'actualisation et n'ont pas été validés nationalement.*

Une intégration complète ou partielle a été demandée dans 11 régions, pour lesquelles les intégrations concernent en moyenne 66% des FSD (de 6 à 100%).

Pour ces 11 régions, le protocole de mise à jour des FSD à partir des données fournies par l'OARZPS a été variable, avec deux cas de figures selon les régions :

- Soit la DREAL a demandé qu'un import en masse des données de l'ORPZS soit fait dans les FSD qu'elle a identifié comme ayant globalement des données moins à jour que la base de la LPO.
- soit la DREAL réalisé des corrections sur la base de l'OARZPS puis demandé une intégration en masse par la suite.

- ***Conclusion et perspectives pour la mise à jour des ZPS***

La base de données de l'OARZPS s'est avérée utile pour les régions dont les FSD des ZPS comportaient des données très anciennes en proposant une source de données pour l'actualisation de la liste d'espèces (ajout ou retrait d'espèces), de leurs effectifs et de leurs statuts de présence sur le site (population résidente ou non résidente (reproduction, hivernage, concentration)). Un travail de compilation des données issues d'autres sources a été toutefois nécessaire puisque toutes les données d'inventaire des populations d'oiseaux en ZPS ne transitent pas obligatoirement par l'OARZPS.

Cette base de données a cependant montré des limites pour le remplissage intégral des FSD car plusieurs champs des FSD ne sont pas pris en compte dans la base de l'OARZPS. L'OARZPS ne bancarisant que des données sur les tailles/abondances des populations, certains champs évaluant l'importance écologique du site pour les espèces, comme les champs POPULATION, CONSERVE, ISOLATION ou encore GLOBAL, n'y sont pas renseignés. Pour intégration, ces champs ont donc dû être renseignés par une expertise/évaluation locale. Par ailleurs certaines régions ont demandé une intégration de la base OARZPS avant de réaliser après examen que les données qui y figuraient étaient trop incomplètes, du fait de l'hétérogénéité de la couverture nationale des ZPS par la base LPO, en lien avec ses implantations locales, ce qui a généré une complexification des travaux de mise à jour.

Au-delà des régions ayant demandé un import des données OARZPS, une base de données comparative entre les FSD et l'OARZPS avait été fournie aux DREAL, et a pu être utilisée, sans qu'il soit réellement possible d'évaluer son cette utilisation.

En conclusion, l'usage de l'ORZP s'est avéré très variable en fonction des DREAL (demande d'intégration ou non de la base dans les FSD, de façon complète ou partielle, apport de corrections ou de compléments dans la base OARZPS avant ou après intégration, etc.). Un croisement à postériori pourrait éventuellement estimer le taux d'intégration des données fournies par la base de l'OARZPS dans les versions actualisées des FSD des ZPS.

La suite du processus de mise à jour des ZPS consiste à la production des arrêtés régionaux modificatifs des ZPS, dits arrêtés balais en amont de leur envoi à la Commission Européenne. En décembre 2018, ces arrêtés avaient été pris pour 5 régions. En 2018, l'UMS PatriNat a réalisé plusieurs développements sur l'application de saisie des FSD natura2000.mnhn.fr pour faciliter et automatiser la production de ces arrêtés balais par le Ministère. Ces développements permettront d'initier un processus de mise à jour plus régulier sinon en continu des FSD ZPS.

# Conclusion

L'effort de mise à jour des FSD fourni durant les années 2017 et 2018 constitue un travail sans précédent pour la base Natura 2000. Il traduit une forte mobilisation de l'ensemble du réseau, animateurs de sites et services déconcentrés de l'État, au cours de ces deux années. La conséquence en est un renouvellement massif des données : à titre d'illustration, 43 % des données espèces et 41 % des données habitats de la base d'octobre 2018 ont été mises à jour, soit qu'il s'agisse d'une nouvelle occurrence, soit par actualisation de leur note de conservation, surface ou effectif. S'il reste toujours difficile d'évaluer si, dans l'absolu, la base Natura 2000 décrit désormais de façon fidèle les milieux présents dans les sites, ces chiffres illustrent une mise à jour forte et présagent d'une amélioration très importante à ce niveau.

Deux volets se détachent clairement dans le bilan qui a été réalisé. En premier lieu, la mise à jour des ZPS, qui a donné lieu au plus grand nombre de modifications. Le besoin en était particulièrement fort puisque, du fait des particularités de la procédure administrative de désignation des ZPS, la mise à jour avait été mise en suspens, en dehors des créations de sites ou des modifications de périmètre, aucun FSD n'avait pu être validé depuis 2012 pour la Directive Oiseaux. Par ailleurs, l'exploitation des données de la LPO via la comparaison avec l'OARZPS a pu faciliter cette mise à jour, même si l'utilisation de cette base a été hétérogène selon les régions.

En second lieu, concernant les ZSC, le plus grand nombre de modifications s'est porté sur la mise à jour des surfaces des habitats d'intérêt communautaire, avec une diminution globale correspondant majoritairement à une correction d'erreurs liées à des limites techniques de l'ancienne version de la base de données.

Ce travail a couvert de façon remarquablement complète l'ensemble des régions concernées par le réseau Natura 2000. Alors que le niveau de mise à jour des FSD apparaissait très hétérogène avant 2017, plus aucune région ne se distingue en 2018 en ce qui concerne les dates de dernière transmission des FSD. A l'inverse, les limites de l'exercice se retrouvent dans le peu de mise à jour des notes d'évaluation d'état de conservation des habitats et espèces, illustrant la difficulté de renseigner ces champs. Il en est de même pour les champs complémentaires ajoutés en 2015, ce qui peut s'expliquer par leur non priorisation ou par la faible disponibilité des informations. Seuls les champs relatifs aux dates d'observations ont été davantage renseignés.

Cet exercice de mise à jour est apparu clairement comme l'occasion pour le réseau Natura 2000 de mettre en adéquation le contenu des FSD avec le niveau actuel de connaissance. Pour les ZSC comme pour les ZPS, il subsistait encore en 2016 de nombreuses données anciennes, renseignées dans le contexte du processus de désignation, souvent uniquement à dire d'expert et avec des valeurs très approximatives. Les chiffres sur les dates de dernière modification présentés dans cette note montrent que ces cas de figure sont devenus inexistants, ou tout au moins marginaux.

Ce constat posé, il est désormais possible d'envisager une utilisation de la base Natura 200 comme un outil de diagnostic des milieux présents dans le réseau, aussi bien à l'échelle régionale que nationale. Outre leur rôle dans la gestion des sites, ces données font d'ores et déjà l'objet de multiples exploitations :

- dans le cadre de la politique Natura 2000 : contribution au rapportage, intégration dans la base communautaire, échanges entre l'Etat français et le niveau communautaire,
- comme contribution à la définition des politiques nationales, notamment pour la caractérisation de la sensibilité des territoires face aux pressions d'aménagement ou l'analyse globale des outils de conservation et de protection,
- comme source de données d'occurrences alimentant l'INPN et analysées dans le cadre de travaux scientifiques dans le domaine de l'écologie de la conservation[2].

Les modifications observées depuis 2016 ne doivent donc pas être interprétées comme l'indicateur d'une évolution des milieux depuis la désignation des sites : aucune conclusion ne peut être tirée des tendances constatées sur la trajectoire de la biodiversité au sein du réseau Natura 2000. A terme, l'enjeu est cependant que la base Natura 2000 devienne un véritable outil de suivi national des milieux sur des échelles de temps plus importantes. Dès lors qu'on peut considérer, au terme de cet exercice de mise à jour 2017-2018, que l'essentiel de l'effort de mise à niveau des connaissances a été fait, il faut désormais faire en sorte que cette actualisation n'ait plus à mobiliser autant d'efforts mais puisse se faire en continu, en maintenant la dynamique mobilisée pour ces deux années.

[2] Plusieurs études européennes se sont appuyées sur les données issues des FSD. Voir par exemple :

- Ciapala *et al.,* 2014. *Threats related to tourism and recreation in Natura 2000 areas, based on the analysis of the standard data forms from the alpine bioregion of Slovakia.*
- Tsiafouli *et al.* 2013. *Human Activities In Natura 2000 Sites : A Highly Diversified conservation network*.
- Zub *et al.* 2018. *The Natura 2000 database as a tool in the analysis of habitat selection at large scales.*

# Annexe

| | agropastoraux | côtiers | eaux continentales | forestiers | marin | rocheux | zones humides | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ile-de-France | 41% | | 54% | 9% | | -1% | 4% | 11% |
| Nord-Pas-de-Calais | 2% | -100% | 0% | -11% | -100% | 0% | 0% | 60% |
| Picardie | 10% | -14% | 0% | 1% | -4% | 0% | 5% | -6% |
| Haute-Normandie | -7% | -3% | -11% | -3% | 0% | -43% | -12% | -4% |
| Basse-Normandie | 0% | -100% | -3% | 0% | -100% | -3% | 0% | 2% |
| Centre-Val de Loire | -92% | | -91% | -84% | | -86% | -94% | -35% |
| Bourgogne | -1% | | 2% | 8% | | -33% | 6% | 4% |
| Franche-Comté | -27% | | 12% | -38% | | -98% | -16% | -2% |
| Lorraine | -4% | | -7% | 3% | | -16% | -8% | 0% |
| Alsace | -5% | | -16% | 0% | | -33% | -24% | -3% |
| Champagne-Ardenne | -1% | | 0% | 2% | | 6% | -1% | 1% |
| Pays-de-La-Loire | 3% | 5% | 0% | -28% | 11% | 545% | 3% | 6% |
| Bretagne | -8% | 5% | -7% | 0% | -11% | 9% | 92% | -10% |
| Poitou-Charentes | -23% | 0% | -5% | 29% | 1% | -39% | -30% | 0% |
| Aquitaine | 5% | 1% | -29% | -14% | 12% | -30% | -43% | -6% |
| Limousin | -1% | | 3% | -11% | | -1% | -4% | -3% |
| Rhône-Alpes | 95% | | -21% | -345% | | -125% | -5% | 4206% |
| Auvergne | 0% | | -1% | -2% | | -1% | -1% | -1% |
| Languedoc-Roussillon | -29% | -100% | -76% | -407% | -100% | 36% | -77% | -7277% |
| Midi-Pyrénées | -3% | | -16% | -1% | | -14% | -22% | -4% |
| Provence-Alpes-Côte-D'azur | 0% | -1% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Corse | -1% | -24% | -23% | 0% | 8% | 0% | -34% | 3% |
| **Total** | **-9%** | **4%** | **-22%** | **-1%** | **-1%** | **-4%** | **-35%** | **-4,2%** |

Surface d'habitats : évolution des surfaces régionales par milieu après la mise à jour

| | Agropastoraux | Côtiers | Eaux continentales | Forestiers | Marin | Rocheux | Zones humides | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ile-de-France | 14% | | 1% | 8% | | -1% | 0% | 8% |
| Nord-Pas-de-Calais | -6% | | 0% | 4% | | 4% | 1% | 2% |
| Picardie | 5% | -8% | 1% | 0% | 0% | 0% | 0% | -3% |
| Haute-Normandie | 0% | 0% | -6% | 0% | 0% | -2% | 0% | 0% |
| Basse-Normandie | -1% | | 0% | 0% | | -10% | -3% | -1% |
| Centre-Val de Loire | 1% | 0% | 0% | 0% | 0% | -20% | 0% | 0% |
| Bourgogne | 0% | | 1% | 0% | | 1% | 10% | 0% |
| Franche-Comté | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Lorraine | 3% | | 0% | 1% | | 8% | 0% | 1% |
| Alsace | 0% | | -7% | -2% | | 0% | -3% | -2% |
| Champagne-Ardenne | 0% | | 1% | -1% | | -4% | 0% | 0% |
| Pays-de-La-Loire | 0% | 0% | 0% | -27% | 0% | 0% | 3% | -1% |
| Bretagne | -1% | 0% | 7% | 2% | 1% | 1% | -1% | 1% |

| | Agropastoraux | Côtiers | Eaux continentales | Forestiers | Marin | Rocheux | Zones humides | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Poitou-Charentes | 1% | 1% | 1% | 2% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Aquitaine | 49% | 0% | 5% | 14% | 11% | 22% | -12% | 15% |
| Limousin | -1% | | -1% | 0% | | 0% | -4% | -1% |
| Rhône-Alpes | 1% | | 26% | -5% | | -3% | 0% | -1% |
| Auvergne | 2% | | 2% | 8% | | 3% | 13% | 4% |
| Languedoc-Roussillon | 1% | | 1% | 0% | | 0% | 8% | 1% |
| Midi-Pyrénées | 0% | 1% | 2% | 28% | 131% | 4% | 0% | 11% |
| Provence-Alpes-Côte-D'azur | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Corse | -1% | 0% | 0% | -1% | 12% | 0% | 0% | 6% |
| Total | 3% | 0% | 1% | 3% | 1% | 2% | -3% | 2% |

Surface d'habitats : modifications liées aux ajouts/suppressions d'habitats

| | Agropastoraux | Côtiers | Eaux continentales | Forestiers | Marin | Rocheux | Zones humides | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ile-de-France | 20% | | 52% | 1% | | 0% | 3% | 3% |
| Nord-Pas-de-Calais | 1% | | 1% | 1% | | 60% | -3% | 1% |
| Picardie | 5% | -7% | -1% | 1% | -4% | 0% | 5% | -3% |
| Haute-Normandie | -7% | -3% | -5% | -3% | 0% | -43% | -12% | -4% |
| Basse-Normandie | -47% | | -45% | -41% | | -43% | -49% | -46% |
| Centre-Val de Loire | 3% | 21% | -25% | -1% | -1% | 0% | 1% | 1% |
| Bourgogne | -1% | | 2% | 7% | | -34% | -3% | 4% |
| Franche-Comté | 17% | -4% | 2% | -32% | 11% | 9% | 1% | 8% |
| Lorraine | -7% | -100% | -7% | 1% | | -21% | -8% | -1% |
| Alsace | -4% | | -11% | 2% | | -33% | -23% | -1% |
| Champagne-Ardenne | -1% | | 0% | -6% | | -3% | -1% | -4% |
| Pays-de-La-Loire | 3% | 5% | 0% | -3% | 11% | 545% | 0% | 7% |
| Bretagne | -7% | 4% | -12% | -2% | -12% | 8% | 98% | -11% |
| Poitou-Charentes | -23% | -1% | -5% | 26% | 1% | -39% | -30% | 0% |
| Aquitaine | -22% | 1% | -31% | -22% | 1% | -38% | -38% | -16% |
| Limousin | -2% | | -31% | -1% | | -6% | -33% | -5% |
| Rhône-Alpes | -12% | | 20% | -32% | | -47% | -8% | -23% |
| Auvergne | 0% | | -2% | 4% | | 0% | -12% | 1% |
| Languedoc-Roussillon | -2% | | -12% | -7% | | -23% | -11% | -6% |
| Midi-Pyrénées | -9% | 38% | -29% | 16% | 9946% | -1% | -35% | 9% |
| Provence-Alpes-Côte-D'azur | 0% | -1% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Corse | 0% | -24% | -23% | 0% | -3% | 0% | -35% | -3% |
| Total | -12% | 4% | -23% | -4% | -2% | -7% | -34% | -6% |

Surface d'habitats : modifications liées aux modifications des surfaces d'habitats existants

# RESUME

La base de données Natura 2000 nationale compile l'ensemble des données contenues dans les Formulaires Standard de Données (FSD) des 1 779 sites du réseau français (1 377 ZSC/SIC et 402 ZPS), et constitue un outil de connaissance des milieux pouvant être utilisé au niveau régional, national et européen. En 2016, en préparation de l'exercice de rapportage au titre des Directives Nature, un chantier de mise à jour de cette base a été initié.
Le bilan qui en est tiré dans cette note, à partir de la comparaison des bases de septembre 2016 et octobre 2018, met en évidence un effort de mise à jour très important. Il se traduit par des modifications majeures, imputables essentiellement à l'amélioration des connaissances. L'actualisation des données espèces des ZPS et des surfaces des habitats d'intérêt communautaire des FSD constituent, à ce titre, les mises à jour les plus significatives.

UMS 2006 Patrimoine Naturel
Muséum national d'Histoire naturelle
CP41, 36, rue Geoffroy Saint-Hilaire
75005 Paris
patrinat.mnhn.fr

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT
www.afbiodiversite.fr
www.cnrs.fr
MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE
www.mnhn.fr